



L'expansion paysanne en Amérique latine

Jean-Christian Tulet

► To cite this version:

Jean-Christian Tulet. L'expansion paysanne en Amérique latine. Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 2002, Paysanneries latino-américaines : mythes et réalités. Hommage à Romain Gaignard, 79, pp.21-42. <10.3406/carav.2002.1369>. <hal-02557029>

HAL Id: hal-02557029

<https://hal.science/hal-02557029v1>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'expansion paysanne en Amérique latine

Jean-Christian Tulet

Citer ce document / Cite this document :

Tulet Jean-Christian. L'expansion paysanne en Amérique latine. In: Caravelle, n°79, 2002. Paysanneries latino-américaines : mythes et réalités. Hommage à Romain Gaignard. pp. 21-42;

doi : <https://doi.org/10.3406/carav.2002.1369>

https://www.persee.fr/doc/carav_1147-6753_2002_num_79_1_1369

Fichier pdf généré le 14/05/2018

Resumen

RESUMEN- A pesar de la disminución de su peso relativo, nunca ha sido tan numerosa la población rural latinoamericana como en los últimos decenios. Esta situación se debe a la persistencia de un dinamismo demográfico aún alto, pero también al crecimiento de la producción agrícola y al desarrollo del campesinado. Este se beneficia hoy con diversos factores propicios : retroceso del latifundismo tradicional, desarrollo de producciones agrícolas que le son favorables o específicas, valoración de rasgos que le son propios.

Résumé

RÉSUMÉ- Tout en préservant une morale conventionnelle inspirée de prétendues valeurs terriennes, la telenovela colombienne Café con aroma de mujer consacrée à l'univers du café fausse la réalité de la caféiculture et laisse la paysannerie hors de l'imaginaire national.

Abstract

ABSTRACT- In spite of the decrease of its relative weight, the Latin- American rural population has never been as important as in the last decades. This situation is due to the maintenance of a demographic développement rather high still and, at the same time, to the growth of agricultural production and development of peasantry. This last one benefits today of several elements which are favorable to it : decrease of traditional very large land proprieties' weight, developement of agricultural productions that give advantage or are adapted to it, valorization of characteristics of its own.

L'expansion paysanne en Amérique latine

PAR

Jean-Christian TULET

GEODE-CNRS, Toulouse

Afin d'éviter tout amalgame, Henri Mendras¹ souligne dans l'introduction de son célèbre livre *La fin des paysans* que son analyse ne porte que sur un type précis de société et qu'elle ne peut absolument pas être généralisée à l'ensemble des sociétés rurales. Il rappelle également, dans une réédition de poche, que dans la plupart des pays du monde non industriel, les paysans n'ont jamais été aussi nombreux que de nos jours, ce que confirment toutes les données statistiques disponibles. Cela ne semble pourtant pas suffisant pour modifier une opinion commune qui suppose le contraire, en généralisant d'autant plus facilement certains des phénomènes observables dans les pays industriels à l'ensemble du monde, que les résultats des recensements font état de la diminution considérable de la part de la population rurale dans la population totale.

Cette diminution du poids relatif des campagnes renforce le désintérêt de plus en plus grand pour tout ce qui les concerne. Il y a quelques décennies, les perspectives de changement social et politique semblaient être portées principalement par les sociétés rurales. A présent, la fin de ces espérances, la concentration de l'essentiel de la population dans les villes, avec tous les problèmes qui lui sont liés, mais également l'importance prise par d'autres questions (les effets du libéralisme, l'identité, les mouvements communautaires...) contribuent à cet abandon. Celui-ci est perceptible y compris dans les milieux qui devraient en principe demeurer parmi les plus attentifs. Ainsi, sur les 81 symposiums présentés à Varsovie au dernier Congrès des Américanistes en 2000, il n'y en avait qu'un seul avec le monde paysan comme thématique fondamentale, ce qui était loin d'être le cas dans les manifestations antérieures. Beaucoup plus grave à terme : le nombre des

¹ Mendras Henri, *La fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, A. Colin, coll. U2, Paris, 1970, 306 p.

chercheurs et des recherches « ruralistes » diminue surtout depuis les années 90.

L'image du monde rural latino-américain se brouille, s'efface des représentations collectives, ce qui ne peut guère contribuer à modifier son importance dans les discours et les décisions des responsables politiques et des experts qui les servent. A la différence des autres parties du monde, où l'on accorde une place privilégiée aux producteurs familiaux, on y favorise le plus souvent le développement d'une catégorie d'entrepreneurs agro-industriels, comme le meilleur moyen de développer la production agricole et de provoquer des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Cette politique en faveur d'une catégorie spécifique de producteur, par ailleurs fortement consommatrice d'intrants et de capital, semble donc prendre très peu en considération la place et le dynamisme dont font preuve beaucoup de sociétés paysannes.

I – Croissance de la population rurale latino-américaine

Entre 1980 et 2000, la population latino-américaine a continué à croître très rapidement, passant de 357 millions de personnes à 515 millions. Les ruraux y prennent une part de plus en plus réduite, reculant de 35 % à 25 % du total. C'est ce phénomène qui fait croire à beaucoup, y compris parmi certains chercheurs pas assez attentifs, qu'il n'existe plus qu'une population rurale résiduelle et que les campagnes sont en cours de désertification. Il est assez facile de trouver des exemples illustrant ce genre de considération. Ainsi la couverture d'un livre sur le Mexique (tout à fait intéressant par ailleurs) présente un beau portrait de paysan, très pittoresque. Il est dit dans un commentaire que celui-ci ne représente plus qu'une « espèce en voie de disparition, puisque les paysans ne forment plus que 25 % de la population totale, pourcentage en constante diminution, alors qu'ils étaient l'écrasante majorité de celle-ci au début du XX^e siècle ». Cet auteur aurait dû se rappeler que 25 % de près de 100 millions de personnes, cela représente 25 millions de paysans... c'est-à-dire presque deux fois plus que la population mexicaine de 1900. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, le seul examen des valeurs relatives provoque de graves erreurs d'appréciation. La prise en compte des chiffres en valeur absolue démontre que les habitants des campagnes n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui, en Amérique latine comme ailleurs dans les pays dits du « Sud ». Dans le monde, la population rurale continue à s'accroître, avec 1 621 millions en 1950 et 2 576 millions en 2000.

Selon les données de la FAO², la population rurale latino-américaine est passée de 97 millions en 1950 à 128 millions en 2000. Dans certains cas cette progression semble assez largement sous-estimée, ainsi au Mexique, où seules les circonscriptions de moins de 2 500 personnes sont considérées comme rurales. Certains observateurs considèrent que toutes celles de moins de 15 000 appartiennent à cette même catégorie, ce qui fait passer le taux de population des campagnes à 40 % au lieu de 25 %³. Quoiqu'il en soit, même en ne tenant compte que des chiffres officiels des recensements, on constate que la croissance de la population rurale concerne la très grande majorité des pays (figure n° 1). Elle se manifeste de manière très nette en Amérique centrale, où par ailleurs sa part dans la population totale est parmi les plus élevées. Cette progression concerne également le Mexique, malgré les très forts courants migratoires en direction des Etats-Unis et du District Fédéral, ainsi que la plupart des pays andins et antillais. De même, le dynamisme démographique exceptionnel du Venezuela (accroissement naturel longtemps resté élevé, auquel s'ajoute une immigration importante) lui permet de voir ses campagnes continuer à se peupler, avec pourtant 85 % de population urbaine.

Avec une stagnation ou même une régression de la population de leurs campagnes, le Brésil et les pays du Cône sud s'opposent au reste de l'Amérique latine. Dans le cas de l'Argentine, cela ne semble pas nécessairement résulter d'un réel abandon des campagnes, mais plutôt d'un transfert d'une partie de la population des villages et des maisons isolées vers de petits centres urbains, afin de bénéficier de meilleurs services. La vieille maison des champs est utilisée par la main-d'œuvre agricole, propriétaires et salariés qui se déplacent quotidiennement, et par l'ensemble de la famille pendant les fins de semaine. Dans le cas du Brésil, la différence relativement peu significative entre 1950 et 2000 dissimule une inversion de tendance très nette à partir des années 80. Avant cette période, la population des campagnes continuait d'augmenter, avec 34,6 millions en 1950 et 41 millions en 1980. Depuis, les recensements enregistrent une désaffection des campagnes particulièrement forte avec seulement 32 millions de ruraux en 2000. On peut y voir une des conséquences de l'expulsion d'une partie des travailleurs agricoles vers des villes qui, de fait, hébergent de très forts contingents de travailleurs agricoles.

² FAOSTAT (<http://www.fao.org/>)

³ Barkin David, *El maíz nació en Mesoamérica*, à paraître.

Fig. 1 : Croissance de la population rurale en Amérique latine entre 1950 et 2000

Illustration non autorisée à la diffusion

La seule population agricole connaît toutefois une progression beaucoup plus faible, avec 92 millions en 1950 et 108 millions en 2000, avec un maximum de 127 millions en 1980. Il se produirait donc depuis cette date une décroissance relativement significative. Celle-ci se manifeste également dans le cas de la population active agricole, qui passe de 33 millions en 1950 à 44, 6 millions en 1980 et 44 millions en 2000. Si tout cela se doit d'être relativisé, les dénombrements étant parfois relativement approximatifs, il semble assez clair que l'on assiste actuellement à un changement d'évolution. L'accroissement naturel n'est plus assez vigoureux pour à la fois alimenter un fort courant migratoire et une croissance de la population rurale. Sauf diminution dans l'intensité du départ de leur population vers les villes, les campagnes latino-américaines devraient ainsi connaître un relatif dépeuplement, à la différence de ce que l'on continue d'observer dans les autres pays du « Sud ».

L'essentiel de cette population relève de la petite exploitation agricole. D'après les chiffres cités par Chonchol⁴, en 1970 le nombre des unités de production s'élève, pour l'ensemble de l'Amérique latine (qui est pourtant traditionnellement caractérisée par l'importance de la grande propriété) à environ 13,5 millions, pour une population totale qu'il estime entre 60 et 65 millions (un peu plus de la moitié de la population rurale de l'époque). Ces unités seraient 16 millions dans les années 80, pour 75 millions de personnes. Elles cultiveraient un peu moins de la moitié des surfaces récoltées.

L'ensemble de ces chiffres semble indiquer que les débats sur le devenir ou la disparition des exploitations petites ou moyennes se trompent d'objectif. Pour l'instant, on est encore très loin des conséquences provoquées par l'exode rural en Europe. Les campagnes latino-américaines ne se sont pas « désertifiées », les sociétés rurales ne se sont absolument pas déstructurées, elles ont conservé des potentialités qui ne demandent qu'à s'exprimer si on leur en donne les moyens. Il paraît plus pertinent de poser la question : pourquoi celles-ci manifestent-elles aujourd'hui une aussi grande résistance, pourquoi continuent-elles à croître et à se multiplier, encore et toujours, en Amérique latine comme dans l'écrasante majorité des pays du Tiers monde ?

⁴ Chonchol Jacques, *Systèmes agraires en Amérique latine. Des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, ed. de l'IHEAL, Paris, 1995, 366 p.

II – Très fort dynamisme des activités agricoles

a) Une croissance de la production plus forte que la moyenne mondiale

A propos de l'Amérique latine, on qualifie souvent la période postérieure à 1980 comme celle des « décennies perdues ». Il s'agit là encore d'une généralité qui ne tient pas compte de l'évolution réelle du secteur productif agricole. Avec la moyenne des années 1989-1991 pour base 100, l'indice d'évolution de la production agricole sud-américaine passe de 90 en 1985 à 119 en 1996, alors que le reste du monde n'arrive qu'à 113⁵. Cette croissance se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Tableau n° 1 – Croissance de la production agricole en Amérique latine et dans le monde de 1990 à 2001 (indice 100, période 89-91)

	Am. latine	Total Monde
Total prod. agro-pastorale	137,5	123,4
Prod. agri. non alimentaire	93,2	101,5
Prod. agri. alimentaire	141,1	124,8
Prod. agricole	133,8	121,3
Prod. céréales	145,0	109,5
Prod. élevage	144,4	123,0

Source : Faostat

A l'exception très significative de la production agricole non alimentaire, on constate que l'ensemble des activités agricoles connaît une progression très nette, avec des taux de croissance qui demeurent assez largement supérieurs à ceux de l'ensemble mondial. La progression apparaît particulièrement élevée dans le cas des céréales, ce qui n'est pas un détail puisque il s'agit d'un secteur globalement déficitaire, mais elle n'est pas exceptionnelle par rapport au reste de la production agro-pastorale.

Au cours de la dernière décennie, les différents pays n'ont pas progressé avec la même rapidité (figure n° 2). Certains États ont même connu une évolution régressive, pour diverses raisons. Dans le cas de Puerto Rico ou de Panama, la concurrence des emplois urbains joue très probablement un rôle important. Pour Haïti ou Surinam, les difficultés ou les incertitudes politiques ont très probablement joué un rôle dans la stagnation ou le recul enregistré. Dans le cas de Cuba, qui possède l'indice le plus bas, il est clair que la fin de l'aide de ce qui fut l'Union Soviétique a porté un coup très dur à un système de production en grande partie fondé sur l'importation de sources d'énergie à bas prix. En quelques mois une bonne partie des activités productives s'est trouvée paralysée. Le « período especial », qui a résulté de cet effondrement, a été un moment tragique pour tous les habitants de l'île.

⁵ Tulet Jean-Christian, « L'agriculture sud-américaine, une évolution silencieuse », *Bulletin de la Société de géographie de Liège*, n°33, 1998, p. 109-118.

Fig. 2 : Indice de croissance de la production agricole en Amérique Latine

Illustration non autorisée à la diffusion

Pour difficiles qu'elles puissent être pour les populations concernées, les situations de régression ne concernent que des cas particuliers. La croissance concerne le reste de l'Amérique latine. Elle apparaît singulièrement homogène, les pays qui se distinguent plus particulièrement, comme le Nicaragua, le Pérou ou Guyana, ne faisant que rattraper le retard accumulé dans la période précédente, en général pour cause de troubles sociaux. Inversement, les pays au dynamisme un peu moins soutenu, comme le Venezuela, la Colombie ou le Paraguay, avaient connu auparavant une expansion remarquable.

b) Des importations en hausse

La production latino-américaine s'est donc accrue de manière très rapide. Cette évolution s'accompagne pourtant d'une diminution relative du poids de ses exportations dans le commerce mondial. La place du café régresse ainsi de 60,5 % du total du négoce international en 1980 à 49,8 % en 2000, la banane de 77 % à 69,2 %, le sucre de 43,8 % à 41,9 %, la viande bovine de 16,2 % à 13,8 %... Dans le cas des céréales, si les exportations se maintiennent à un niveau fort élevé, avec 11 millions de tonnes de blé, principalement en provenance d'Argentine, en termes de bilan, l'Amérique latine est désormais fortement déficitaire, avec 19 millions de tonnes de blé importé. Il en est de même pour le maïs, la pomme de terre, divers légumes, etc.

Le cas des céréales se doit d'être brièvement développé. La production a fortement augmenté avec 47 millions de tonnes en 1961 et 149 en 2001. Le blé est passé de 9 millions de tonnes en 1961 à 27 en 2001, le maïs de 24 à 85 millions. Mais ces résultats spectaculaires dissimulent de grandes inégalités. Si l'Argentine conserve son rôle de grand exportateur, l'ensemble de l'Amérique latine supporte un déficit grandissant, avec des importations en très forte progression, passant de 5 millions de tonnes en 1961 à 26 en 1980 et 42, 5 millions en 2000. Neuf pays importent à présent plus d'un million de tonnes et deux, le Mexique et le Brésil, plus de 10 millions. On peut donc considérer que ces deux pays se trouvent aujourd'hui en état de forte dépendance alimentaire. Par ailleurs beaucoup d'autres pays, de surface et de population beaucoup plus réduites, se trouvent également dans le même cas, en devant à présent importer chacun plus d'un demi-million de tonnes de céréales, ainsi le Costa Rica (0,77 million), El Salvador, le Guatemala, Haïti, la Jamaïque...

Pour certains de ces Etats, la modestie des surfaces aptes à la céréali-culture représente un frein évident au développement d'une importante production. Mais cette explication ne peut s'appliquer à la plupart des Etats qui disposent de très grandes réserves foncières (figure n° 3), comme le Brésil.

Fig. 3 : Importance relative des terres labourées et des cultures permanentes en Amérique latine

Illustration non autorisée à la diffusion

Dans ce cas, la croissance très forte des importations tient davantage aux conséquences d'une politique d'incitation sélective de la production. Les prix minimums d'achat fixés par les gouvernements successifs pour les produits de base ont longtemps été bien moins attractifs que pour ceux des produits dont on souhaitait développer les exportations.

c) Une production de plus en plus destinée aux marchés nationaux

La diminution de l'importance relative des exportations, en dépit de la progression des denrées alimentaires produites, dérive de la hausse de la consommation des populations latino-américaines. L'existence des importants surplus autrefois disponibles tenait pour beaucoup à l'absence de consommation, à des conditions de vie beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui, pour au moins une partie de la population. On connaît des exemples spectaculaires illustrant ce phénomène, ainsi la fin de l'exportation massive de viande bovine argentine, à présent consommée sur place, en particulier sous la forme des « asados » de fin de semaine. Le Brésil absorbe également plus du tiers de sa production de café, ce pays constituant le deuxième marché mondial après les Etats-Unis. Quant au Venezuela, c'est la totalité du café produit qui est consommé sur place. Le développement de ces marchés nationaux, urbains en particulier, favorise également l'émergence de nouvelles productions qui sont longtemps restées très modestes. C'est le cas en particulier de ceux dont la conservation pose problème ou n'est pas souhaitable, ainsi les légumes et l'ensemble des produits devant être rapidement consommés.

A une époque où l'on ne parle que de mondialisation, il se développe donc un marché approvisionné en grande partie par la production nationale et que l'on peut qualifier d'endogène. Ce marché entraîne le développement d'une production particulièrement dynamique, beaucoup plus dans tous les cas que celui des productions agricoles non alimentaires destinées à l'industrie ou devant être plus souvent exportées, comme il a déjà été souligné (tableau n°1).

III – La place des exploitations paysannes

Il est souvent reconnu qu'une part importante des produits alimentaires provient des exploitations agricoles familiales. Pour elles, la croissance de la consommation dans chaque pays représente donc un facteur favorable. Mais celui-ci est loin d'être le seul. D'autres éléments interviennent, concernant en particulier l'évolution des structures d'exploitation, qui tendent à modifier la place de la paysannerie, ainsi que les rapports qu'elle entretient avec d'autres formes de production agricole. S'il existe peu de données générales permettent de confirmer

cette tendance, divers exemples au niveau des Etats apportent de nombreuses preuves partielles.

a) Une révolution agraire silencieuse au Venezuela

«Algunas comparaciones se imponen. En 1937, la clase latifundista estaba representada por 3 328 grandes hacendados, que controlaban 20 804 673 hectáreas, cifra equivalente al 80 % de la tierra incorporado al dominio privado. Trece años más tarde, concretamente en 1950, la clase latifundista estaba representada por 3 422 grandes propietarios, que en conjunto poseían 17 403 120 hectáreas, es decir, el 79 % de la tierra en condiciones de cultivo y el 19 % del territorio nacional»⁶.

Cette citation d'un ouvrage classique de l'historiographie vénézuélienne permet de mesurer les changements avec la période actuelle⁷. Dans les décennies 60 et 70, une réforme agraire « légale » a bien sévi, comme dans beaucoup d'autres pays ; elle n'a guère modifié la situation préexistante. Elle s'est effectuée le plus souvent par distribution de terres appartenant à l'Etat, parmi celles qui étaient loin d'être les meilleures possibles. D'autre part, une bonne partie des subsides qui lui étaient consacrés a été gaspillée ou détournée. Il y a eu beaucoup de renoncements parmi les bénéficiaires. Ensuite, à partir des années 70, la question de la réforme agraire a semblé perdre de son sens, dans un pays où l'écrasante majorité de la population se trouvait désormais dans les villes.

Mais, encore une fois, les campagnes ne se sont pas dépeuplées, bien au contraire. De même, si l'agriculture est toujours très loin de couvrir les besoins alimentaires du pays, elle n'a jamais été aussi productive. En quarante ans, de 1961 à 2001, la récolte de la canne à sucre et des céréales a quadruplé, celle des pomme de terre a quintuplé, celle des légumes a sextuplé, etc. Tout cela s'est fait dans un contexte politique assez défavorable : pour en finir avec les problèmes de l'agriculture, un ministre du temps de « la Venezuela saudista » avait proposé d'acheter 200 000 cadenas pour fermer ce qui restait d'exploitation agricole, la richesse issue du pétrole permettant d'importer tout ce qui était nécessaire à la consommation nationale. Cette attitude a cessé avec l'endettement considérable du pays et la fin de la parité fixe entre le bolivar et le dollar. L'appareil productif national, autre que celui du pétrole, a repris de l'intérêt aux yeux des gouvernants.

⁶ Brito Figueroa Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, Univ. Central de Venezuela, ed. de la biblioteca, Caracas, 1978, tomo III, 2° ed., p. 824.

⁷ Pour 1978, date de la réédition de l'ouvrage, l'auteur considère que s'il existe une légère diminution dans l'ampleur de la terre contrôlée par les latifundistes, les changements sont en réalité minimes : «No hay cambios estructurales en cuanto al dominio privado sobre la tierra, una de las condiciones naturales de producción», p. 826.

La grande transformation des dernières décennies semble pourtant passer inaperçue. Elle concerne la répartition par taille et la croissance considérable du nombre des exploitations, qui progressent de 284 283 en 1972 à 381 276 en 1984/85 et 500 959 en 1997/98. Cela représente un doublement en moins de 30 ans ! Lorsque les premiers résultats du dernier recensement ont été diffusés, certains chercheurs ne pouvaient croire que ce phénomène soit le produit d'une dynamique locale et ils l'ont attribué à l'immigration de paysans étrangers. Une autre explication attribuait la croissance à l'aggravation du paupérisme par multiplication des minifundios, d'autant que la surface appropriée avait diminué (31,2 en 1984/85 et 30,1 en 1997/98). De fait, les plus petites exploitations, inférieures à 2 ha, sont celles avant tout responsables de cette multiplication, avec une augmentation de 67 500 unités au cours de la dernière période.

Tableau n° 2- Evolution du nombre des exploitations agricoles vénézuéliennes selon leur taille de 1971 à 1997/98

Catég. de taille (ha)	1971	1984/85	1997/98	% 1971	% 97/98
< 1	13 134	31 493	42 758	4,6	8,5
1 < 2	32 802	48 566	70 663	11,5	14,1
2 < 5	75 842	89 651	128 821	26,7	25,7
5 < 10	49 395	59 820	75 282	17,4	15,0
10 < 20	41 358	49 542	59 354	14,6	11,9
20 < 50	32 414	39 714	51 659	11,4	10,3
50 < 100	14 308	20 919	27 318	5,0	5,5
100 < 200	8 340	14 472	18 565	2,9	3,7
200 < 500	7 903	13 283	15 587	2,8	3,1
500 < 1000	3 883	5 784	6 027	1,4	1,2
1000 < 2500	2 914	3 697	3 458	1,0	0,7
2500 < 5000	1 120	1 179	960	0,4	0,2
> = 5000	870	732	527	0,3	0,1
Total	284 283	378 852	500 979	100	100

sources: OCEI - Censos agrícolas.

En fait cette multiplication s'effectue d'abord aux dépens des propriétés les plus grandes. En 1972, les exploitations supérieures à 2 500 ha couvraient encore plus de la moitié de la superficie totale appropriée. En 1997-98, elles n'en occupent plus que 30 %. La chute la plus spectaculaire, qui s'accélère depuis 1985, correspond à la catégorie des propriétés les plus grandes. On peut pronostiquer, sans grande crainte de se tromper, que cette chute se poursuit.

⁸ Sources: OCEI - Censos agrícolas.

Cette diminution tout à fait considérable de la place des grandes propriétés dans l'ensemble national constitue un fait majeur dans l'histoire agraire du pays, depuis toujours dominé par les latifundistes. Mais elle ne peut totalement expliquer la multiplication des exploitations les plus petites. On peut s'interroger sur la part de ceux pour qui ces micro-parcelles ne représentent qu'un héritage sans importance, de ceux qui vivent misérablement sur un espace aussi petit, ou de ceux qui arrivent à le valoriser, en se spécialisant sur de l'élevage intégré hors-sol ou dans l'agriculture intensive. Un élément d'explication peut être proposé avec l'exemple des Andes où les petites exploitations deviennent de plus en plus nombreuses. Le Trujillo, l'un des trois Etats du massif montagneux, un des plus petits du pays, avec 7 400 km², est désormais celui qui rassemble la communauté de propriétaires la plus nombreuse. Le recensement en dénombre 38 235, dont 40 % ont moins de 2 ha. C'est également l'Etat où le maraîchage intensif, dans les hautes vallées situées au-dessus de 1 800 m. s'est le plus développé. Ces milieux, qui constituaient des foyers de misère parmi les plus importants du pays, à cause d'une agriculture de subsistance très médiocre, sont devenus des pôles d'activité très attractifs, avec l'émergence d'une catégorie d'exploitants aisés, à partir de surfaces cultivées très réduites. On a dans ce cas l'exemple parfait d'un ensemble régional transformé par le surgissement d'une nouvelle activité, totalement méconnue jusqu'alors, grâce à de nouvelles demandes exprimées par les marchés urbains.

b) La crise renforce le poids des exploitations paysannes en Colombie

Les effets de la crise et de la politique de libéralisation économique en Colombie (ouverture sur l'extérieur, diminution des subventions de tout type à l'agriculture, retrait des aides et de l'appui de l'Etat) ont provoqué au cours de la dernière décennie des transformations relativement profondes de l'appareil productif⁹. La production paysanne, qui comprend un million d'exploitations environ, avait jusque là progressé, mais à un rythme plus lent que la production « capitaliste »¹⁰. Elle ne représentait plus que la moitié de la production agricole totale. Au cours des dix dernières années, elle a repris un rôle prédominant, en

⁹ Forero Alvarez Jaime, *La economía campesina colombiana, 1990-2001*, Cuadernos Tierra y Justicia n° 2, Bogotá, 2002, 32 p.

¹⁰ Jaime Forero distingue les « exploitations capitalistes agropastorales », pour lesquelles leur reproduction dépend de l'obtention systématique de bénéfices, le « latifundio pastoral spéculatif », dont la finalité est la rente immobilière spéculative, la domination territoriale et secondairement les profits dérivés des activités pastorales, et « l'exploitation paysanne » dont la reproduction dépend des ressources (monétaires ou en nature) engendrées par la famille ou le groupe élargi.

maintenant son niveau de production, alors que la production « capitaliste » s'effondrait (indice 100 en 1990 à 64 en 2001).

Tableau n° 3 – Production paysanne et production « capitaliste » colombienne selon la superficie de 1990 à 2001 (coca et pavot inclus)

Type de production	1990 – 92 %	1999 – 01 %	Superficie totale (ha)
« paysanne »	58,5	67,2	2 732 349
« capitaliste »	41,5	32,8	1 333 146
Total	100	100	4 065 495

Sources : Forero (opus cité, p. 18)

D'après les calculs proposés par J. Forero, les cultures illicites participeraient entre 13 et 22 % de la valeur totale de la production agricole, avec des différences très importantes entre la coca et le pavot. Ce dernier semble plus affecté par les fumigations destinées à le détruire. Sa surface s'est donc réduite de 19 000 ha en 1990 à 6 500 ha en 2001. Par contre la coca, en tant que culture de substitution face à l'écroulement des prix de certains produits agricoles, a connu une expansion extraordinaire, en passant de 36 000 à 136 000 pendant la même période. Il ne s'agit toutefois pas de la seule culture en expansion. En Colombie, le maraîchage a également fortement progressé, couvrant aujourd'hui 198 000 ha (67 % de plus par rapport à 1990), de même que la fruticulture, essentiellement à partir des productions paysannes (à l'exception de la banane d'exportation), alors que beaucoup imaginent, même en Colombie, qu'il s'agit d'une spécialité d'entreprises capitalistes.

Par contre, l'effondrement des prix internationaux du café et la fin d'un prix fixe intérieur soutenu par la Fédération des caféiculteurs de Colombie, a déjà provoqué des conséquences tout à fait notable sur la production nationale. Depuis 1990 les plantations ont régressé de 160 000 ha, soit 16 % de la surface totale. Si les petits exploitants se trouvent gravement affectés par la baisse des prix, on constate que ce sont les entreprises capitalistes qui se trouvent le plus touchées, à tel point qu'elles sont pratiquement en voie de disparition. Actuellement, les propriétaires de moins de 5 ha représentent 95 % des 536 000 caféiculteurs colombiens.

Tableau n°4 – Evolution de la surface en café de 1990 à 2000 en Colombie (1 000 ha)

	1990 – 92	1993 – 95	1996 – 98	1999 – 2000
Prod. paysanne	445	534	636	670
Prod. « capitaliste »	541	424	223	189
Total	986	958	869	860

Source : Forero, d'après statistiques MINAGRICULTURA

Ce phénomène de régression par temps de crise du nombre des caféiculteurs les plus importants est une constante. Cela s'était déjà produit dans beaucoup de pays après 1929 et le phénomène s'observe aujourd'hui dans la plupart des pays producteurs. Il oblige à s'interroger sur les avantages respectifs des exploitations familiales, petites ou moyennes, par rapport aux plantations de taille plus importante.

IV – Un avenir paysan en Amérique latine ?

Selon la CEPAL¹¹, le pourcentage des pauvres est passé de 58 % à 54 % entre 1990 et 1997, celui des indigents de 34 % à 31 %. Là encore, ces chiffres doivent être relativisés en prenant en compte les valeurs absolues. Au total, le nombre des premiers n'a régressé que de manière peu significative, passant de 78,5 millions en 1990 à 78,2 en 1997. Ces indicateurs témoignent toutefois d'une inversion du rapport qui existait traditionnellement entre les villes et les campagnes : le nombre des pauvres « urbains » a augmenté de 121,7 millions à 125,8 au cours de la période. Aujourd'hui, non seulement les pauvres sont plus nombreux dans les villes, mais la diminution de leur importance, absolue ou relative, semble plus efficace dans les campagnes.

Sans minimiser les problèmes que doivent affronter la plupart des habitants des campagnes en ces temps de crise et que confirment les observations de terrain, il s'agit d'apprécier comment la paysannerie, en dépit de toutes ses difficultés, valorise aujourd'hui un certain nombre d'avantages comparatifs par rapport à d'autres formes productives. Dans un certain nombre de cas, elle met à profit les espaces de production aujourd'hui concédés par la grande propriété.

a) La fin du latifundio traditionnel

Au Venezuela, le Llano constitue le dernier refuge important de la grande propriété. Cette dernière devient de plus en plus rare en d'autres régions du même pays, comme dans les Andes. Il est certes difficile d'extrapoler à partir d'un seul exemple, même spectaculaire. Les mécanismes qu'il révèle peuvent toutefois être susceptibles de généralisation. Il semble que le Venezuela ne soit pas le seul pays où se produisent de tels phénomènes, même si l'on connaît des contre-exemples de renforcement du grand domaine, comme au Brésil ou dans certaines régions colombiennes, où les narcotrafiquants usent de la

¹¹ Cité dans un document de la FAO « Equilibre entre la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes », XXVII^e Conférence Régionale de la FAO pour l'Amérique Latine et le Caraïbe, La Havane, 26 avril 2002.

terreur pour se tailler de grandes propriétés pastorales. Précisément ces derniers exemples éclairent certaines des conditions de la création ou du maintien du grand domaine, à savoir qu'il est d'abord un instrument de domination. Il a besoin d'un pouvoir et du pouvoir pour naître et pour se maintenir. Sa légitimité en tant que système productif est beaucoup plus discutable, que ce soit dans le cas du latifundio traditionnel, ce qui est assez communément admis, ou dans le cas d'une agriculture intensive.

Le binôme minifundio/latifundio traditionnel ne répond pas principalement à une finalité productive, la part de production commercialisable étant quasi nulle. Il est avant tout un instrument de domination du latifundiste sur l'espace et sur les populations. Il se doit d'être connecté avec l'existence d'une population captive d'ouvriers agricoles ou de minifundistes incapables de subsister sans la vente saisonnière de leur force de travail au grand propriétaire. Cette population dépend du latifundio comme celui-ci dépend d'elle pendant la période de plus grand travail. Le latifundio peut difficilement se moderniser, parce qu'il aurait besoin pour cela d'une plus grande quantité de main-d'œuvre, ce qui le ferait davantage dépendre du marché du travail et l'entraînerait vers de nouvelles logiques plus périlleuses pour le maintien du pouvoir de son propriétaire. Le sous-emploi rural est nécessaire au latifundio.

Avec le déclenchement de l'exode rural, la main-d'œuvre liée au latifundio bénéficie d'une alternative d'emploi, et ne se prive pas d'en user. Elle migre en ville. Le vieux système ne peut donc se maintenir. Au Venezuela, dans beaucoup de cas, le grand propriétaire s'installe alors de manière permanente en ville, où il rencontre des conditions de vie qui lui sont plus agréables et où il peut accéder à des sources plus importantes de revenus. Il laisse ses terres à l'abandon ou s'en débarrasse. Celles-ci sont progressivement recolonisées par des occupants qui avec le temps font en sorte de légaliser leur occupation. Dans d'autres cas le propriétaire cherche à se maintenir et doit créer de nouvelles formes productives avec de nouvelles relations de travail, beaucoup plus salariales, tout en se plaignant du coût tous les jours plus élevé de la main-d'œuvre. Ainsi dans le Llano, les *hatos* ont souvent été transformés en pays naisseur pour les bovins. Après quelques années, les bêtes sont dirigées pour quelques mois vers des lieux d'embouche. Dans les deux cas, les vieux rapports de domination ont été transformés, le système latifundiste a vécu.

b) Les difficultés du grand domaine

A priori, il semblerait difficile d'assimiler ces formes traditionnelles d'exploitation très extensives avec les caféières, infiniment plus productives. Leur fondement est pourtant le même. L'analyse des modalités de mise en place et du fonctionnement des grandes propriétés

caféières démontre qu'il n'existe aucune espèce de « nécessité » économique dans leur création. Dans tous les cas il y a d'abord le contrôle, la subordination, d'une masse importante de main-d'œuvre : population indienne au Guatemala, esclavage puis colonat au Brésil. Ce colonat est d'ailleurs identifié par certains auteurs à un métayage, la fazenda se définissant alors comme une simple addition de petites unités productives autonomes¹². Une des conditions déterminantes de la reproduction de ces grandes exploitations se rencontre d'abord dans la pérennisation d'un rapport de domination sur cette main-d'œuvre. Dans le cas contraire, elles disparaissent, ce qui s'est produit dans de nombreux pays.

Dans la caféiculture, le problème de la main-d'œuvre est d'autant plus vital qu'elle représente l'essentiel des coûts de production et qu'il n'existe pas d'économies d'échelle. La mécanisation est jusqu'à présent rendue impossible par la nature du terrain montagnard (seule exception très récente : les zones de plateau brésilien mises à profit par certaines grandes exploitations). De plus, aux problèmes relevant des contraintes physiques s'ajoutent ceux, peut-être encore plus déterminants, liés au type de travail à effectuer. Ainsi, à la récolte, le ramasseur cueille les cerises mûres à l'exclusion des autres, le contraire provoquant un mélange néfaste à la bonne qualité finale de la récolte, souci de la plupart des producteurs. Ces pratiques, et d'autres, sont très différentes de celles employées au Brésil, raisons pour lesquelles son café est globalement de moins bonne qualité et moins bien payé.

L'impossibilité de mécaniser fait que la quantité de main-d'œuvre est proportionnelle au nombre d'hectares cultivés. Une plantation de 100 ha exige 10 fois plus d'ouvriers agricoles qu'une de dix... En fait, elle en demande davantage puisque le recrutement et la gestion d'un personnel abondant suppose un encadrement important. Le grand planteur ne tire donc aucun bénéfice de sa taille. Bien au contraire celle-ci constitue un handicap redoutable, surtout en période de bas prix, lorsque les frais de gestion incompressibles (même mal, il faut bien payer les ouvriers...) deviennent supérieurs aux revenus obtenus par la vente de la récolte. Contrairement à ce que l'on peut penser, les crises affectent donc plus les grandes exploitations que les petites, susceptibles, elles, de trouver des stratégies alternatives et capables d'accepter une plus faible rémunération du travail de la famille. On a observé des exemples de ces phénomènes au Guatemala au moment d'une chute des cours mondiaux. C'est également la raison pour laquelle les grandes exploitations disparaissent actuellement en Colombie.

Cette absence d'économie d'échelle a d'abord été perçue de manière empirique à partir d'exemples de terrain concernant la caféiculture. En

¹² Topik Steven, « La fazenda brésilienne : usine au champ ou village paysan ? », *Ateliers de Caravelle*, n°14, IPEALT-UTM, Toulouse, 1999, p. 81-95.

réalité, d'aucuns affirment (F. Ruf¹³, G. Durand...) que ce phénomène peut être généralisé à bon nombre de secteurs de la production agricole tropicale, du fait de l'absence de rendements croissants. Pour G. Durand¹⁴, les avantages de la grande exploitation, les raisons de sa forte présence en Amérique latine en particulier, pourraient le cas échéant se rencontrer non pas tant au niveau de l'unité de production, mais en amont et en aval de celle-ci. Le cas de Cuba témoigne aussi des difficultés à faire fonctionner de grandes exploitations. Les révisions déchirantes du « periodo especial » vont dans le sens de leur transformation en coopératives dotées d'une administration plus directe. Sans aller jusqu'à sauter le pas (c'est-à-dire en réhabilitant massivement l'exploitation familiale individuelle), les dirigeants cubains connaissent et commentent l'exemple du Viêt Nam, où la liquidation des fermes d'Etat au profit de petits exploitants a entraîné une croissance exceptionnelle de la production agricole. D'importateur de riz, le pays est devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux, et de producteur tout à fait négligeable de café, il est devenu le deuxième producteur mondial en une décennie.

Enfin, comment apprécier les performances agricoles des exploitations capitalistes liées aux complexes agro-industriels dans de nombreux pays ? Il est assez aisé d'observer qu'aucun d'eux ne s'est constitué de façon « spontanée ». Ils sont tous le fruit d'une politique nationale de développement, assortie d'énormes investissements et de subventions considérables à tous les niveaux. Les exemples les plus connus de développement agricole des économies de type libéral sont précisément ceux qui ont bénéficié des aides les plus importantes. Leurs succès, pour autant qu'ils existent, n'auraient jamais pu s'exprimer sans cet appui massif. La mise en place et le développement de ces exploitations agricoles capitalistes relèvent d'une volonté politique de privilégier un type spécifique d'agriculture (et de renforcer le système de pouvoir qui lui est associé) tout autant, sinon plus, que d'un projet de développement. Mais, à notre connaissance, il n'y a jamais de calcul permettant d'évaluer la rentabilité de ces investissements, et à quel niveau. La seule certitude, c'est qu'ils sont au moins en partie responsables de l'endettement extrême de beaucoup de ces pays, ainsi le Brésil.

¹³ Ruf F., *Booms et crise du cacao. Les vertiges de l'or brun* - Min. de La Coopération/Cirad/Karthala, Paris, 1995, 460 p.

¹⁴ Durand G., *Les formes institutionnelles de la production agricole en Amérique latine. Quelles voies pour la petite agriculture ?* - Univ. de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1997, 143 p. dactylo.

c) Quelques avantages comparatifs de l'exploitation familiale

L'exploitation agricole familiale ne reçoit que très rarement l'appui d'une politique en sa faveur de la part des autorités des pays latino-américains, ce qui est pratiquement unique au monde. Si elle connaît actuellement un certain développement, ou tout au moins si elle résiste mieux que d'autres formes productives, cela tient à l'ouverture de nouveaux débouchés pour ses productions, mais également à un ensemble de facteurs favorables valorisés par la conjoncture actuelle.

Par rapport à la rigidité de la grande entreprise agricole, une bonne part de la gestion de l'exploitation familiale tourne autour de l'emploi du temps. Une partie des décisions est déterminée par une volonté d'optimisation de l'usage de la main-d'œuvre disponible pour la satisfaction des besoins du groupe. Cela peut aboutir à des choix ou à des refus qui peuvent apparaître en première analyse comme économiquement irrationnels. Ainsi la résistance assez longue de certains planteurs à remplacer les variétés traditionnelles de café par de nouvelles à haut rendement a pu surprendre certains observateurs, pour qui leur adoption permettait une telle amélioration des rendements qu'elle apparaissait évidente. Pour les producteurs, au contraire, les changements culturels qu'elle impliquait risquaient de condamner des possibilités pas toujours correctement appréciées par d'autres qu'eux. La caféiculture traditionnelle est une polyproduction, comprenant une multiplicité de ressources sur une même parcelle, garantissant non seulement un bon usage du travail, mais également une bonne dose d'autosubsistance. Le changement s'est donc effectué le plus souvent en garantissant le maintien au moins partiel de ces ressources complémentaires. Cet exemple est loin d'être unique. De fait, la plupart des exploitations paysannes conservent un degré plus ou moins important de diversification productive et d'autosubsistance. Celle-ci ne diminue pas toujours avec l'amélioration du niveau de vie. C'est même souvent le contraire, avec l'incorporation d'un peu ou d'un peu plus d'élevage. Ces caractères revêtent une importance considérable en période de crise, moment où on augmente le plus possible les cultures destinées à l'autosubsistance, et expliquent pour une large part les capacités de résistance de beaucoup de ces exploitations.

Cette main-d'œuvre familiale dispose également d'une capacité à s'auto-exploiter, à mésestimer la valeur du travail investi. Ce n'est d'ailleurs pas le propre des agriculteurs latino-américains. Pendant bien longtemps (il n'est absolument pas sûr que cela ait véritablement changé), beaucoup d'agriculteurs français considéraient plus ou moins implicitement que le travail ne « se comptait pas », ce qui leur permettait d'enregistrer des « bénéfices », alors que la prise en compte du coût réel de leur travail aurait fait apparaître un déficit d'exploitation. De manière similaire, lorsque se posait la survie des grandes propriétés caféières de la

Costa Cuca guatémaltèque pour cause de coûts de production supérieurs aux prix de vente internationaux du café, on pouvait voir dans le même pays, autour du lac Atitlan, des petits producteurs en train de préparer leurs semis pour leurs nouvelles plantations¹⁵. Pour eux, cette culture conservait son intérêt, dégageait un « bénéfice » y compris dans une conjoncture aussi défavorable. Il faut préciser que dans ce milieu de micro-exploitations, où l'on utilise le moindre mètre carré de terrain cultivable, où l'agriculture s'apparente à un jardinage, les critères de rentabilité pour ces travailleurs acharnés ne possèdent pas exactement le sens que d'autres ailleurs peuvent leur donner¹⁶.

La viabilité de la voie paysanne n'est pas nécessairement liée à des formes de production traditionnelles, leurs capacités de résistance se payant alors par une médiocrité des conditions de vie. La sous-valorisation du travail investi, importante pour surmonter une période de difficultés économiques, n'est pas toujours la règle. Les recherches effectuées sur des types très divers de producteurs paysans colombiens (horticulteurs, producteurs de pomme de terre, polyculteurs traditionnel, caféiculteurs, ...) ¹⁷ concluent que dans les dix dernières années, la plupart ont engendré des excédents par jour de travail supérieurs à la rémunération minimale légale. Elles démontrent également que les systèmes de production paysans établis sur la base des moyens proposés par la révolution verte sont viables en termes économiques (la question de leur pérennité et des conséquences sur l'environnement restant posée). S'il en était autrement, on comprendrait difficilement comment le maraîchage et diverses autres cultures qui exigent l'application de nombreux intrants, se sont principalement développées dans le cadre d'exploitations paysannes.

Enfin, l'optimisation de l'usage de la main-d'œuvre dépasse le simple cadre de la production agricole. Elle inclue, le cas échéant, diverses activités artisanales et le recours au travail extérieur. Tout ou partie des revenus issus de la migration des paysans mexicains ou boliviens¹⁸ contribue à la reproduction de l'exploitation familiale et à l'amélioration des conditions de production et du niveau de vie de ses membres.

¹⁵ de Suremain Charles-Edouard, Tulet Jean-Christian, *Le café malgré sa crise à San Pedro La Laguna*, GEODOC n° 38, série MOCA n° 2, p. 12-18.

¹⁶ On a vu ainsi des paysans en train de déposer un granulé d'insecticide sur chaque épi de maïs, dans des parcelles assez exiguës et soignées pour que l'on prenne la peine d'y faire courir de la ficelle par-dessus afin d'éloigner les oiseaux.

¹⁷ Forero, *op. cit.*

¹⁸ Cortes Geneviève, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines* IRD Editions, Paris, 2000, 413 p. Voir également sa contribution au présent volume.

Conclusion

Maintien d'une certaine vitalité démographique rurale, condition première de la reproduction de sociétés rurales bien structurées, croissance importante de la production, hausse de la consommation intérieure mise à profit par les exploitations paysannes, modifications en cours de la structure des exploitations, tout cela dessine, pour autant que des études systématiques ou plus nombreuses confirment ces différentes données, ce que l'on pourrait appeler une révolution silencieuse. Cela n'implique évidemment pas la disparition de la misère rurale, ni la fin immédiate ou définitive du poids stérilisant de la grande propriété. Cela signifie que des opportunités s'offrent au développement de la production paysanne, comme il ne s'en est pas souvent présenté dans l'histoire de l'Amérique latine. Ces opportunités sont très souvent oubliées ou niées.

La place plus importante prise actuellement par l'agriculture paysanne n'en est que plus remarquable. Son affirmation ne constituerait tout au plus qu'une normalisation par rapport à la situation qui prévaut dans le reste du monde. Celle-ci n'est toujours pas acquise. On a voulu souligner comment, loin d'être une forme de production dotée de la meilleure des efficacités économiques, la grande propriété était l'émanation d'une volonté politique, la construction et l'expression d'un pouvoir. On peut supposer et espérer que les formes violentes qui président encore actuellement à la création de nouveaux grands domaines en Amazonie brésilienne ou en certaines régions de Colombie, ne soient plus en mesure de se diffuser dans le reste de l'Amérique latine. L'absence d'une politique de soutien à la petite production paysanne peut toutefois aboutir à épuiser ses capacités. Cette absence de politique est trop souvent légitimée par les nombreux discours sur les difficultés du monde paysan, sur son incapacité à sortir de la misère, discours dont la conclusion logique est que si la production agricole ne procure aux exploitants que des maigres revenus incapables de les sortir de la misère, ce n'est pas la peine d'appliquer des politiques visant à la soutenir. Mieux vaut dans ce cas contribuer à développer une agriculture agro-entrepreneuriale. Dans une large mesure, les difficultés actuelles font justice de ces considérations. En dépit de l'aggravation de la pauvreté des exploitants paysans, on observe qu'ils résistent mieux que ceux de type « capitaliste », pour lesquels la simple survie devient bien souvent problématique.

RÉSUMÉ- En dépit de la diminution de son poids relatif, la population rurale latino-américaine n'a jamais été aussi nombreuse que dans les dernières décennies. Cette situation est due au maintien d'un dynamisme démographique encore élevé, mais également à la croissance de la production agricole et au développement de la paysannerie. Celle-ci bénéficie aujourd'hui de divers facteurs qui lui sont favorables : diminution du poids du latifundisme traditionnel, développement de productions agricoles qui lui sont favorables ou spécifiques, valorisation de caractères qui lui sont propres.

RESUMEN- A pesar de la disminución de su peso relativo, nunca ha sido tan numerosa la población rural latinoamericana como en los últimos decenios. Esta situación se debe a la persistencia de un dinamismo demográfico aún alto, pero también al crecimiento de la producción agrícola y al desarrollo del campesinado. Este se beneficia hoy con diversos factores propicios: retroceso del latifundismo tradicional, desarrollo de producciones agrícolas que le son favorables o específicas, valoración de rasgos que le son propios.

ABSTRACT- In spite of the decrease of its relative weight, the Latin-American rural population has never been as important as in the last decades. This situation is due to the maintenance of a demographic development rather high still and, at the same time, to the growth of agricultural production and development of peasantry. This last one benefits today of several elements which are favorable to it: decrease of traditional very large land proprietaries' weight, developement of agricultural productions that give advantage or are adapted to it, valorization of characteristics of its own.

MOTS-CLÉS: Amérique latine, Rural, Latifundio, Agriculture, Paysannerie.